L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX: Rue de Chartres, No. 73. NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 30 JANVIER 1868 Entre les rues Bienville et Conti.

DUFOUR & LIBERT,
PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

EDITION QUOTIDIENNE.

Par an, $18; par semestre, $9; par trimestre, $4
Prix d'un exemplaire, 10 centimes.

EDITION BI-HEBDOMADAIRE
Paraissant le Mardi et le Samedi
Par an, $6; par semestre, $3.

PRIX D'ABONNEMENT.

Les annonces ordinaires passent à tour de rôle dans les différentes parties du journal, paient $1 80 le carré pour la première insertion, et 75 CENTS le carré pour chaque insertion subséquente.

Les annonces judiciaires de la page 4 obtiennent toujours $1 80 le carré pour chaque insertion.

Les annonces publiées par intervalles, paissent comme annonces nouvelles pour chaque insertion.

Les annonces au mois, dans la page 4 différente, paissent $20 net le carré par mois.

Les personnes faisant régulièrement et ouvrent des annonces auront, sur prix très réduits, le droit de changer les annonces mensuellement, tel encore qu'il n'en soit pas ainsi, mais elles ne peuvent pas, en aucun cas, interrompre ne dépasser $20 pour cent.

Toutes les réclames d'affaires d'affaires paissent 20 cents la ligne pour chaque insertion.

Toute annonce transitoire doit être payée d'avance.

Les annonces dont le nombre d'insertions ne sera pas indiqué seront publiées un fois.

Les comptes des personnes doivent régulièrement de annonces leur sont envoyés à la fin de chaque mois.

TARIF D'ANNONCES.

	1 mois	2 mois	3 mois	6 mois	12mo
Un carré.	$12 net.	$22 net.	$30 net.	$50 net.	$75 ne
Deux "	20 "	35 "	50 "	80 "	125 "
Trois "	30 "	55 "	70 "	110 "	175 "
Quatre "	40 "	67 "	90 "	140 "	225 "
Cinq "	50 "	80 "	105 "	170 "	275 "
Six "	60 "	90 "	120 "	200 "	325 "
Sept "	65 "	105 "	135 "	230 "	375 "
Huit "	70 "	115 "	145 "	250 "	400 "
Neuf "	75 "	125 "	155 "	260 "	450 "
Dix "	75 "	135 "	165 "	280 "	500 "
Onze "	80 "	145 "	175 "	300 "	540 "
Douze "	85 "	155 "	185 "	320 "	580 "
Treize "	90 "	165 "	195 "	340 "	620 "
Quatorze "	95 "	175 "	205 "	450 "	660 "
Quinze "	100 "	185 "	215 "	480 "	700 "
Trente "	170 "	300 "	400 "	750 "	1200 "

NOUVELLE-ORLEANS:
JEUDI MATIN, 30 JANVIER.

☞ Pour la liste des navires et steamboats arrivés dans notre port, ainsi que les expéditions en douane, voir à la page anglaise.

VENTES A LIBRAIRIE DE CE JOUR.

Pour les détails, voir les annonces.

Par le Shériff, à 10 heures 1/2, sur les lieux—Le fonds d'une pharmacie située à l'angle des rues de l'Esplanade et Bourgogne.

Par A. Lange, constable, à midi—Un fonds de magasin de groceries, situé rue Bourbon, près Conti.

Par Thomas F. Byrne, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs—Cinq lots de terre situés dans le Deuxième District, bornés par les rues Conti, White Street et Pauline, Bayou Road.

Aussi—Une propriété, No 295 de la rue Ste Anne.

Par F. Fernandez & Co, à 10 heures, à leur salle d'encan, rue de la Vieille-Levée, entre Bienville et Douane, —500 lots de linge fait, de calsons, comprenant un assortiment général.

Par Hoffman, Morton & Co—Continuation de la vente du stock au No 174, rue du Canal.

Et au No 38 de la rue de Chartres—Habillements, lingerie et chaussures, à la réserve.

Par E. Roger & Co, à leurs salles d'encan—Marchandises sèches, linge fait, chemises et chaussures.

Par Hale, Bisbee & Co, à 10 heures, à leur salle d'encan—Grande vente sans réserve, de marchandises sèches et d'articles de fantaisie.

Par J. P. Boisseau, à 10 heures et demie—Le contenu du café situé au coin des rues Orléans et Bourbon—Liqueurs, vins, &c., et tout le installation, meubles, billard, &c., et le bail du dernier, etc.

Aussi—Linge de coupe, montre et chaîne en or.

Par Montgomery, Bros. & Co, à leur salle d'encan, rue du Camp, 67—Vente régulière de meubles. Et aux devantures de P. Lizardi & Co—Voitures, chevaux, harnais, appareillés et de monture, chevaux de harnais, mulets, roches-latières, buggies, wagons, harnais, &c.

Par D. E. Murphy, au No 67 de la rue des Magasins—Tonils au cabres et jarres.

Par Vincent & Co, au No 16 de la rue de Chartres—Marchandises sèches étrangères et américaines—sans réserve.

Par Eugène Tourné, sur le Levée, vis-à-vis du marché aux viandes—Limons et oranges.

Par A. Fehrer, au Hotel de la rue de Chartres—Habillements, lingerie, chapeaux, &c.

☞ Acheteurs ou consommateurs et encanteurs, chez M. Ernest Turpin, 93 Vieille Levée

☞ L'attention de commerce est appelée sur la vente à l'encan, d'aujourd'hui, qui aura lieu aujourd'hui à 4 heures précises, de la cargaison du brick Alexandre, venu de Palerme, par Eug. Tourné, encanteur.

☞ ATTENTION!

☞ Aux pharmaciens—Le Shériff procédera, aujourd'hui, à 10 heures, à vendre, sur les lieux, à la vente publique et adjudication de fonds de pharmacie restant du bail d'une pharmacie située à l'angle des rues de l'Esplanade et Crapo, Troisième District.

☞ Ne manquez pas d'assister à la grande vente, par suite de succession, de beaux articles de ménage, au No 174 rue du Canal, vente qui a lieu les mardis, jeudis et samedis. On prend les billets de ville au pair.

Meubles.—M. Chas. T. Nash vendra, aujourd'hui, à 10 heures et demie du matin, sur les lieux, rue St Charles, No 456, les meubles de salon et chambre à coucher, draps de lit, verrerie, &c, &c. Voyez l'annonce à la colonne des encans.

☞ L'attention des marchands de linge confection et est appelée sur la Grande vente d'habillements de fin de cet soir, que font aujourd'hui jeudi, 30 janvier, M. Mgr. Fernandez & Co., encanteurs, à leur salle d'encan, No 14 rue Vieille-Levée, entre les rues Douane et Bienville. A 10 heures et demie.

La vente est faite sans réserve aucune.

Les acquisitions de M. Seward.

Nous admirons réellement la sérénité imperturbable avec laquelle le secrétaire d'Etat de M. Johnson conduit ses négociations pour l'achat de nouvelles îles dans les deux grands Océans. M. Seward ne paraît nullement se préoccuper de la crise politique qui menace de renverser le Président et son administration avant l'expiration de son terme légal. Il ne paraît même pas s'inquiéter de la proximité de ce terme. Son esprit, planant au-dessus des mesquines intrigues de parti qui s'agitent entre le Capitole et la Maison Blanche, poursuit paisiblement la réalisation de conceptions politiques qui devront porter leurs fruits dans l'avenir et faire un nom à celui qui en aura été l'initiateur. Comme tout homme d'Etat digne de ce nom, il sait très bien que les jalons de son œuvre sans redouter les obstacles qu'elle pourra rencontrer à son début, mais, au contraire, avec la confiance que, si elle est interrompue, ce ne sera que momentanément et qu'elle devra naturellement être reprise par ceux qui lui succéderont dans la direction des affaires étrangères de l'Union.

M. Seward est loin d'être exempt de défauts et de travers mais il est doué d'une qualité précieuse chez les hommes d'Etat, la persévérance. Il s'est fait, au début de la guerre, de singulières illusions sur la portée du mouvement séparatiste—de ce qu'il appelait la rébellion—mais c'est à sa confiance inébranlable dans le triomphe final de l'Union qu'ont été dus en grande partie les gigantesques sacrifices et les efforts persistants qui ont amené ce triomphe.

M. Seward a été l'âme de la politique dont Lincoln n'était guère que le porte-voix grossier. Aujourd'hui, le secrétaire d'Etat soutient avec la même ténacité et la même confiance dans le succès final, la politique de reconstruction de l'Union et de restauration de la Constitution dont M. Johnson est le champion, contre les résistances factieuses du parti radical. La victoire ne lui paraît pas douteuse, car avec son chef, il a foi dans le bon sens du peuple américain. Il conduit donc sa politique extérieure comme s'il était certain que les difficultés intérieures ne seront que passagères. Nous ne sommes même pas étonnés qu'il croit à la réélection de M. Johnson et qu'il ne se flatte ainsi de pouvoir rester en fonctions comme secrétaire d'Etat assez longtemps pour mener à bonne fin toute ses plans d'acquisitions.

On a fait beaucoup de plaisanteries sur la soudaine manie dont M. Seward a paru saisi depuis la cession de l'Amérique russe aux Etats-Unis, et la presse ne nous paraît pas avoir envisagé la question aussi sérieusement qu'elle mérite de l'être. Ces achats à l'amiable auxquels procède tranquillement et sans bruit le Secrétaire d'Etat indique chez lui une prévision de l'avenir empreinte d'une profonde sagacité et qui, loin de faire sourire ses compatriotes, devrait leur inspirer autant de respect et de fierté qu'elle peut causer d'inquiétude aux puissances européennes.

Les événements qui se sont accomplis dans le Nouveau-Monde depuis 1861 ont fait penser à M. Seward que le moment était venu où les Etats-Unis pouvaient, sans danger pour leur sécurité et leur indépendance, renoncer à la politique traditionnelle que leur avaient enjointe recommandée les fondateurs de la république, pour en adopter une nouvelle plus conforme à leur grandeur actuelle et propre à écarter au dehors leur influence politique en même temps que leurs relations commerciales. M. Seward a considéré comme établi dans faits, savoir: que les Etats-Unis n'avaient plus à craindre l'intervention des puissances européennes dans les affaires de l'Amérique du Nord, puisque ces puissances avaient laissé échapper une occasion qui ne se représenterait plus pour y intervenir utilement, et qu'en second lieu chaque nation européenne avait compris qu'elle aurait plus à perdre qu'à gagner dans une guerre avec l'Union et qu'elle chercherait conséquemment à éviter les conflits plutôt qu'à les provoquer.

L'accroissement de population des Etats-Unis continuant dans une progression mathématique facile à calculer, M. Seward s'est dit que ce pays acquerrait bientôt une puissance telle que non-seulement il n'aurait à craindre aucune intervention étrangère chez lui, mais qu'aucune il pourrait étendre son influence sur les différents autres continents. Or, le moyen pour une nation d'étendre son influence sur les pays lointains c'est de donner à sa marine le plus grand développement possible.

Pour quiconque a suivi les progrès rapides faits par la marine commerciale des Etats-Unis depuis vingt ans, il n'est pas douteux que cette nation ne soit appelée dans un temps très prochain, à détrôner la Grande Bretagne de la royauté des mers que celle-ci a eue sans partage depuis plusieurs siècles. Il y a eu, il est vrai, dans les progrès de la marine américaine, un temps d'arrêt causé par la guerre, et ce mal n'a pas encore été complétement réparé. Mais l'essor vers bientôt repris et les américains finiront par l'emporter. Comme la navigation à vapeur est incontestablement appelée à remplacer la navigation à voiles, M. Seward, en prévision de l'avenir qu'il entrevoit, veut assurer à ces pays la possession de stations navales dans les différentes mers du globe. Ces stations serviront à la marine de commerce pour ses entrepôts, ses dépôts de charbon, ses correspondances entre les différentes lignes. En cas de guerre entre d'autres nations, les bâtiments des Etats-Unis n'auront pas à subir les inconvénients du blocus des ports appartenant aux belligérants, puisque ils auront des stations indépendantes; tandis que dans une guerre, où les Etats-Unis seraient engagés, ces stations offriraient un abri à leurs bâtiments marchands, et des points de ravitaillement et de ralliement pour leurs escadres. Ces ports offriraient encore aux corsaires américains des marchés pour la vente de leurs prises, vente qui, d'après le nouveau droit international européen, ne peut plus s'opérer dans les ports des puissances signataires du traité par lequel ont été abolies les lettres de marque.

L'achat de l'Amérique russe et celui de l'île de Saint-Thomas qui a la meilleure rade du golfe du Mexique, ne sont que le prélude d'autres établissements du même genre. M. Seward veut avoir une station dans le milieu du Pacifique, une autre dans le milieu de l'Atlantique, d'autres dans les mers de la Chine et de l'Inde; et une fois ces acquisitions faites, il compte sur l'esprit d'entreprise de ses compatriotes pour tirer parti des ressources maritimes et commerciales qu'elles offriront.

Un jour ou l'autre, la puissance anglaise dans l'Inde, déjà ébranlée, finira par être renversée. Ce n'est donc pas une prévoyance à dédaigner que celle qui consiste à mettre les Etats-Unis en mesure de recueillir cette succession. Les radicaux aveuglés par leurs mesquines préoccupations de parti, ne comprennent rien aux considérations générales qui inspirent ces négociations entamées par M. Seward, mais le peuple américain accueille ces projets avec plus de faveur, parce qu'ils flattent ses instincts et son orgueil national. Ce n'est que plus tard qu'on comprendra tous les avantages que les Etats-Unis pourront tirer, en temps de paix comme en temps de guerre, de ces postes qui permettront au drapeau de l'Union de flotter sous toutes les latitudes du globe. La politique de M. Seward n'est pas d'ailleurs une politique nouvelle: il ne fait que suivre les errements de l'Angleterre, et il fait preuve en cela de cette sagacité qui distingue la race anglo-saxonne et qui sert merveilleusement l'instinct de domination qui chez elle s'allie à l'esprit mercantile.

INSTRUCTIONS MILITAIRES CONCERNANT LES AFFRANCHIS ET LEURS GAGES.

Quartier-général. Bureau des Affranchis. Nouvelle-Orléans, 23 janvier 1868.

CIRCULAIRE I.—Afin de mettre à effet les instructions contenues dans une lettre du département de la guerre, datée de Washington, 7 janvier 1868 et pour subvenir aux extrêmes besoins occasionnés par le manque de travail pour les affranchis, les planteurs se trouvant dans l'impossibilité de fournir des provisions, il est annoncé par la présente, qu'autant que cela sera nécessaire pour le Bureau, assistance sera prêtée en pareil cas aux neiges suivantes:

1.—Le Bureau fera copies en duplicata de contrat, sous lesquels les affranchis sont employés, *lesdits Arc enregistrés au bureau de l'Agent pour la paroisse.*

2. Pour fournitures de farine de maïs et de viande, avancées par le Bureau, *en priorités* sera pris sur les récoltes et ustensiles employés dans la culture, pour le remboursement de montant de ces avances.

Ces fournitures seront faites chaque mois, jusqu'à ce qu'il n'y ait plus nécessité de le faire, et dans chaque cas, le privilége existera comme il est dit ci-dessus.

3—Sur le reçu par le planteur des fournitures du premier mois, il disposera au Bureau de l'agent de la paroisse, *des trois quarts du montant de ces fournitures, jusqu'à concurrence* de $1,500 pour chaque nombre de 20 affranchis employés, en plus, pour chaque mois subséquent, faites par le Bureau aux affranchis employés comme travailleurs sur sa plantation pendant l'année 1868, il s'engage à rembourser au Bureau, à l'expiration de la dite année, le plein coût de ces provisions, avec le produit des récoltes ou autres produits de l'industrie, que ne des parts dans les récoltes vendues. Dans ces cas les agents du Bureau, quand ils y seront invités, donneront toute assistance nécessaire, dans la mesure des ordres existants.

ARTICLE III—Des rapports mensuels de "pauvres et indigens", spécifiés dans la circulaire No 12, séries de 1867, de ce quartier général, seront faits et adressés comme par le passé, et ces rapports devront contenir seulement les noms des pauvres qui sont incapables de travailler ou de s'entretenir autrement, et auxquels la propre et les autres autorités locales ne peuvent pas prêter l'assistance nécessaire, pour les empêcher de souffrir de la famine et de la misère.

Le plus grand soin sera pris par les agents de ne pas mêler les rapports des indigens et des pauvres avec les états concernant les travailleurs qui reçoivent assistance par le moyen du planteur. Dans tous les cas, leurs rapports doivent être distincts et séparés.

Les subsistances pour les indigens et les pauvres seront fournies gratuitement et le compte en sera tenu suivant les instructions promulguées jusqu'ici.

Les blancs nécessaires seront fournis aux agents qui en feront la demande à ce quartier général.

Par ordre du major gén. brév. R. C. BUCHANAN, de l'armée des E. U., assist. commissaire.

LUCIUS H. WARREN, capt. du 29e régt. de E. U., agissant comme ass. gén. Officiel: J. M. LEE, A. A. G.

☞ Ne manquez pas d'assister à la grande vente, par suite de succession, de beaux articles de ménage, au No 174 rue du Canal, vente qui a lieu les mardis, jeudis et samedis. On prend les billets de ville au pair.

LE COMMERCE DE NOUVEAUTÉS.—Volet, d'après les relevés du Revenu intérieur, le chiffre de vente des douze principales maisons de commerce de nouveautés de New-York, pendant les huit mois commençant avec le mois de mai et finissant avec celui de décembre de l'année dernière:

H. B. Claflin & Cie., $30,747,276; A. T. Stewart, $21,392,000. E. S. Jaffray & Cie. $3,972,000; Latrop, Ladington & Cie., $3,907,000; Anthony & Hall, $3,400,000; George Hall & Cie., $5,675,000; Geo. A. Wicks & Cie., $3,027,000; S. B. Chittenden & Cie., $3,033,000; Wm. P. Peake & Cie., $4,619,000; D. Bowne & Cie., $4,824,000; Hoyt, Sprague & Cie., $5,262,000; Benkard & Hutton, $3,515,000. Total $95 millions 137,276.

On voit que le chiffre d'affaires des mêmes maisons pendant les quatre premiers mois de l'année qui commence, à environ $47,000,000, ce qui élève le total de douze mois à plus de $142,000,000, sans compter la maison Claflin compte pour $16,000,000, et la maison Steward $32,000,000. Dans ces derniers chiffres ne sont pas compris les ventes au détail de la même maison, qui s'élèvent à plusieurs millions.

Ces chiffres effrayent l'imagination. Mais ce qui frappera davantage encore, si cela pouvait se supputer en millions, c'est la somme d'activité et d'intelligence que représentent ces fabuleuses opérations commerciales.

LES BOXEURS DE ST-LOUIS.—Nous avons fait allusion, dans notre numéro d'hier, à la mort d'un jeune boxeur de St-Louis, tué en champ clos par son adversaire. Il paraît que cet accident a mis la puce à l'oreille à la police, qui s'est décidée à arrêter plusieurs personnes, y compris les témoins de combat. Voici quelques détails transmis par le télégraphe. Les deux champions étaient deux jeunes gens nommés Thomas McCann et—Reardon. Le lien de la rencontre était *Bloody Island*, l'île sanglante. L'affaire n'a pas duré longtemps; il n'y a pas eu plus de cinq ou six engagements. La dernière reprise M'Cann a été prise de faiblesse et on l'a vu chanceler: les bras pendants le long des flancs, il avançait machinalement vers Reardon, lorsque celui-ci lui a lancé un coup de poing dans l'abdomen. Les spectateurs ont crié: "tre frappez plus;" mais Reardon a fait la sourde oreille; il est revenu à la charge, et a donné un nouveau coup plus violent encore à McCann, qui est tombé lourdement sur le sol, et a expiré presque aussitôt.

Une dépêche du 28 porte ce qui suit:

"Tous ceux qui ont été impliqués dans le combat de dimanche dernier, et Thomas McCann a été tué,—et qui ont été arrêtés, ont été envoyés à la prison de Belleville, pour être *défiés au Grand Jury.*"

(Courrier des Etats-Unis.)

☞ Ne manquez pas d'assister à la grande vente, par suite de succession, de beaux articles de ménage, au No 174 rue du Canal, vente qui a lieu les mardis, jeudis et samedis. On prend les billets de ville au pair.

PAR LE TELEGRAPHE.

DÉPÊCHES TRANSMISES A L'*ABEILLE*

L'affaire McCardle.

Le Mississippi bloqué par la glace.

Grand Incendie à Chicago.

NOUVELLES EUROPÉENNES.

Londres, 29—Georges Francis Train fait des lectures à Cork devant des assemblées fort nombreuses.

Le témoignage de Shaw, qui est devenu dénonciateur, est généralement discrédité.

Une Cour d'examen a décidé d'accusation l'éditeur du journal "The Dublin Nation".

NOUVELLES DE LA HAVANE.

La Havane, 29—Le steamer Cuba, de Baltimore pour la Nlle-Orléans, est arrivé ici aujourd'hui.

NOUVELLES DE WASHINGTON.

Washington, 29 *Obscure.* — Le comité des affaires étrangères, rapporté le bill concernant le droit des citoyens américains à l'étranger. Le bill a donné lieu à une avalanche de questions et de suggestions indiquant une grande diversité de vues sur la matière. Ajourné.

La Chambre reprend le bill sur la rétrocession des terres concédées aux chemins de fer du Sud, non achevés. Pitt, Ascell et Blair s'opposent au bill. Pendant le débat, le fait a été établi que l'Alabama avait 7, le Mississippi 4, la Louisiane 7 et la Floride 17 millions d'arpents à exploiter pour la loi du Homestead. Le bill a été remis.

Johnson, de la Californie a demandé la permission de présenter une résolution chargeant le comité judiciaire de s'informer si le Congrès a le pouvoir d'empêcher l'immigration des Chinois et autres races inférieures, et si le bill des droits civils et l'amendement constitutionnel ne confèrent le droit de suffrage aux Chinois née dans les Etats Unis.

Pile objecte à la résolution comme une oiseuse et outrageante pour le sens commun.

Le comité du commerce a été chargé d'examiner la question de la répartition pour solde vers les conditions à Hell Gate et améliorer le port de l'est de New York.

Du bill réhabilitant Luke Blackburn, de Salisbury, Caroline du Nord, a été référé au comité de reconstruction.

SÉNAT.—Des résolutions de l'assemblée générale du Colorado demandant admission comme Etat, sont lues.

Le bill abolissant la Cour du District criminel du Texas a été indéfiniment ajourné.

Le bill pour la vente des bâtiments entrainés a passé.

La discussion du bill de reconstruction est reprise et le Sénat s'ajourne.

Washington, 29.—Un comité de Sénat sur les affaires extérieures a fait un rapport favorable sur le traité de réciprocité avec les îles Sandwich.

Cour Suprême.—Armstrong vs les Etats Unis. Débats continués.

Gaines vs de La Croix et autres, et deux autres affaires occuperont la Cour pendant deux ou trois jours.

Les juges Nelles nommés ont surgi du testament de Daniel Clarke, père de Mme Gaines, et la fameuse procès continue.

La sentence de A. V. Kautz, convaincu à Vicksburg, Miss., de meurtre, a été examinée et Kautz a reçu ordre de reprendre l'épée et de se rapporter pour service.

Des résolutions remises rescindant immédiatement l'ordre de Grant, discontinuant le Bureau des Affranchis dans les Etats-Unis seront présentées bientôt.

Quelques affaires sans importance ont été renvoyées.

INVESTIGATION BAKER. — M. F. Stokes, assistant-commissaire des rues, sous R. W. Stanley, dépose qu'un cheval des épaves fut vendu au recorder Vennard, $5 à ce qu'on sait en connaissance, $5 seulement entrèrent au trésor de la ville. M. Stanley prit une fois un dray et un cheval pour ses frais. Stanley garda le dray et renvoya le cheval aux épaves, où un autre fut pris en place et envoyé à l'écurie de Stanley par ordre de ce dernier.

Le 21 octobre, il vota à l'encan qu'il faisait lui-même (le témoin), une vache pour M. Baker, laquelle vache fut conduite au dépôt de la rue Erato. Une autre fois, il acheta pour lui deux vaches et 15 cochons à l'encan public de la ville. M. Waters vendait aussi pour le recorder un flet. Baker lui dit que s'il voulait il pourrait avoir sa rue "moyennant certaines choses" mais non autrement. Cela voulait dire qu'il fallait donner de l'argent.

Le président fait observer que les affranchis ne peuvent pas être appelés à témoigner contre leurs anciens maîtres.

Les charrettes de la ville ont été employées une fois à transporter du foin pour le cheval de Mme Heath et ses enfants.

Pendant qu'il était employé par le commissaire des rues, le témoin reçut l'ordre d'employer des hommes dans un but politique. Ils furent payés $10 chacun pour voter. Baker et Stanley les payèrent et un nom fut mis sur le rôle pour $50 aux dépens de la ville.

M. McGuinn, contracteur, paya un témoin pour nettoyer les rigoles devant la maison Claflin 50, ce qui ne fut pas rapporté dans les livres. M. Guinn dit qu'il avait à payer Baker et Brown aussi. Ils étaient en témoins que si M. Guinn lui offrait de l'argent de la propriété M. Guinn lui compta deux fois $25. Le témoin donna à Stanley plus de la moitié de ce montant.

Le témoin cite plusieurs personnes qui avaient été mises sur la feuille de solde sans avoir fait aucun travail.—Quelques unes sont ainsi restées sur la feuille pendant un ou deux mois et parmi elles, William Green qui arrosait le rue autour de la résidence du général Sheridan. Cet homme, par erreur, reçut une fois $49 de trop, qu'il rejetta et remis à Stanley.

Jerry McCarthy, qui est sur la feuille de solde No 19 de Baker, soigne le cheval de mistress Heath. Le témoin ne fut pas renvoyé mais refusa signer.

Une lieutenance de police a été offerte au témoin s'il voulait ne pas paraître pour déposer devant le comité. L'offre lui fut faite par l'intermédiaire de John Wyman qui tient un magasin de fer rue Tchoupitoulas. Le témoin a été invité à se rendre à cette adresse s'il avait besoin d'argent.

Martin Van Buren (c) dépose qu'un cochon, une truie et 10 petits cochons furent amenés aux épaves et que Baker vendit le tout.

L'auquête sera reprise vendredi soir.

CONVENTION. —51ème séance. — 62 membres sont présents.

Packard, d'Alger, présente une résolution pour nommer un comité qui sera chargé de se rendre auprès du général Hancock pour savoir s'il veut coopérer avec la convention dans le cas où elle ordonnerait une élection des officiers d'Etat le jour où le peuple voterait sur la convention.

Le juge Cooley regarde la résolution comme inutile, surtout depuis l'ordre récent du général Hancock qui interdit aux Etats-Unis de faire d'être un recorder pour le 2ème District de la Nouvelle-Orléans.

D'autres membres font observer que la démarche en tous cas sera bonne pour faire connaître d'une manière précise les vues du général Hancock sur la matière.

M. Ludeling se prononce contre la résolution qui, mise aux voix, est rejetée par 73 contre 20.

La convention reprend la discussion sur la constitution et plusieurs articles sous le chapitre "clauses générales" sont adoptés.

Après l'adoption de l'article 118, les règlements sont suspendus et les résolutions suivantes sont adoptées:

Résolu qu'un comité de trois membres soit nommé pour s'enquérir de quelle manière une somme de $3,000 en mandats délivrés aux membres de cette convention pour leur *per diem*, est arrivée aux mains de Thomas Adelbert, collecteur de la taxe d'Etat, du Premier District de la Nouvelle-Orléans, et a été payée par lui à l'auditeur aujourd'hui.

(M M. Bonner, Antoine et Regan sont nommés pour former le comité.)

Résolu que toute personne qui payera la taxe levée par la convention remettra le reçu à la convention pour le paiement des membres endossera les dits mandats à cet effet.

Sans pousser plus loin la discussion, la convention a ajourné à jeudi, 10 heures du matin.

☞ Ne manquez pas d'assister à la grande vente, par suite de succession, de beaux articles de ménage, au No 174 rue du Canal, vente qui a lieu les mardis, jeudis et samedis. On prend les billets de ville au pair.

MEXIQUE—Nous avons reçu, hier soir, par la malle apportée par le steamer *Sonora*, des journaux de Mexico jusqu'au 11 janvier et de Vera Cruz jusqu'au 14. Nous supposons que la malle n'a pas été complétement distribuée, car nous devrions avoir des dates plus récentes que notre dernière ville. Les journaux que nous avons reçus contiennent les débats du Congrès qui offrent peu d'intérêt pour nos lecteurs. *El Boletin Republicano* annonce qu'il va publier un manifeste important du Congrès.

THEATRE DE L'OPERA.—On donne, ce soir, la seconde représentation des *Dragons de Villars*, opéra comique en 3 actes de Maillart, qui sera chanté par mesdames Aubibert et Gravier et MM. Damiani, Le Chevalier, Thôler, Goujon. On annonce pour samedi la première représentation de *Rigoletto*.

BALS MASQUÉS DE L'OPÉRA.—Samedi aura lieu le second bal masqué de l'Opéra et nous pensons que toute la jeunesse dansante s'y rendra. Le carnaval finit le 25 février et il faut mettre le temps à profit. Le premier bal a eu assez de succès pour nous faire penser que les trois autres en auront encore davantage. Costumes et dominos vont être en demande samedi matin.

☞ Arch recte et entrepreneur.—Nous appelons l'attention sur l'annonce de M. J. A. CELLES, architecte et entrepreneur, qui prévient ses clients qu'il a transféré son bureau au No 87, Passage de la Bourse. Nous saisissons cette occasion pour recommander M. Celles qui a fait depuis plusieurs années ses preuves à la Nouvelle Orléans comme un architecte habile, qui joint l'expérience pratique aux connaissances théoriques. Les matériaux étant à bon marché, le moment est favorable pour les propriétaires qui ont des travaux à exécuter. M. Celles est visible à son bureau, tous les jours, de midi à une heure.

☞ Merchant's Exchange.—Tel est le titre d'une buvette établie rue de la Commune 100, administrée par Frank Barber. On y servira un lunch chaud tous les jours, à partir de vendredi, de 11 heures à 1 heure.

☞ Ne manquez pas d'assister à la grande vente, par suite de succession, de beaux articles de ménage, au No 174 rue du Canal, vente qui a lieu les mardis, jeudis et samedis. On prend les billets de ville au pair.

CHRONIQUE LOCALE.

TEMPERATURE—27 janvier.

THERMOMÈTRE DE C. DUHAMEL, OPTICIEN, Encoignure Chartres et Bienville.

6 heures A. M.....37 degrés
Midi.....38 "
3 heures P. M.....37 "
6 heures P. M.....34½ "

ACCUSÉS DE VOL.—George Plummer et Alfred Merritt, accusés par MM. Fernandez & Ville, d'avoir en leur possession un dixième d'un billet de la Loterie de Cuba, un porte feuille et divers papiers volés, ont été arrêtés.

RECORDER GASTINEL.—Antoinette Carbajal a été condamnée à une amende de $25 pour avoir insulté Mme Ornabède (c).

BUREAU DE POLICE.—L'agent de police G. M. Hisse, accusé d'avoir négligé son devoir pour entrer dans un barbringue, a été renvoyé de la police.

Aussi, l'agent J. King pour insubordination.

Les hommes de police W. Thornton, Thuny Ogle, J. Ryal, G. Lamar, John Tracy et John J. Barth ont été assignés de leurs services pour diverses périodes de 5 à 30 jours respectivement.

Quelques affaires sans importance ont été renvoyées.

INVESTIGATION BAKER. — M. F. Stokes, assistant-commissaire des rues, sous R. W. Stanley, dépose qu'un cheval des épaves fut vendu au recorder Vennard, $5 à ce qu'on sait en connaissance, $5 seulement entrèrent au trésor de la ville. M. Stanley prit une fois un dray et un cheval pour ses frais. Stanley garda le dray et renvoya le cheval aux épaves, où un autre fut pris en place et envoyé à l'écurie de Stanley par ordre de ce dernier.

Le 21 octobre, il vota à l'encan qu'il faisait lui-même (le témoin), une vache pour M. Baker, laquelle vache fut conduite au dépôt de la rue Erato. Une autre fois, il acheta pour lui deux vaches et 15 cochons à l'encan public de la ville. M. Waters vendait aussi pour le recorder un flet. Baker lui dit que s'il voulait il pourrait avoir sa rue "moyennant certaines choses" mais non autrement. Cela voulait dire qu'il fallait donner de l'argent.

Le témoin cite plusieurs personnes qui avaient été mises sur la feuille de solde sans avoir fait aucun travail.—Quelques unes sont ainsi restées sur la feuille pendant un ou deux mois et parmi elles, William Green qui arrosait le rue autour de la résidence du général Sheridan. Cet homme, par erreur, reçut une fois $49 de trop, qu'il rejetta et remis à Stanley.

Jerry McCarthy, qui est sur la feuille de solde No 19 de Baker, soigne le cheval de mistress Heath. Le témoin ne fut pas renvoyé mais refusa signer.

Une lieutenance de police a été offerte au témoin s'il voulait ne pas paraître pour déposer devant le comité. L'offre lui fut faite par l'intermédiaire de John Wyman qui tient un magasin de fer rue Tchoupitoulas. Le témoin a été invité à se rendre à cette adresse s'il avait besoin d'argent.

Martin Van Buren (c) dépose qu'un cochon, une truie et 10 petits cochons furent amenés aux épaves et que Baker vendit le tout.

L'auquête sera reprise vendredi soir.

CONVENTION. —51ème séance. — 62 membres sont présents.

Packard, d'Alger, présente une résolution pour nommer un comité qui sera chargé de se rendre auprès du général Hancock pour savoir s'il veut coopérer avec la convention dans le cas où elle ordonnerait une élection des officiers d'Etat le jour où le peuple voterait sur la convention.

Le juge Cooley regarde la résolution comme inutile, surtout depuis l'ordre récent du général Hancock qui interdit aux Etats-Unis de faire d'être un recorder pour le 2ème District de la Nouvelle-Orléans.

D'autres membres font observer que la démarche en tous cas sera bonne pour faire connaître d'une manière précise les vues du général Hancock sur la matière.

M. Ludeling se prononce contre la résolution qui, mise aux voix, est rejetée par 73 contre 20.

La convention reprend la discussion sur la constitution et plusieurs articles sous le chapitre "clauses générales" sont adoptés.

Après l'adoption de l'article 118, les règlements sont suspendus et les résolutions suivantes sont adoptées:

Résolu qu'un comité de trois membres soit nommé pour s'enquérir de quelle manière une somme de $3,000 en mandats délivrés aux membres de cette convention pour leur *per diem*, est arrivée aux mains de Thomas Adelbert, collecteur de la taxe d'Etat, du Premier District de la Nouvelle-Orléans, et a été payée par lui à l'auditeur aujourd'hui.

(MM. Bonner, Antoine et Regan sont nommés pour former le comité.)

Résolu que toute personne qui payera la taxe levée par la convention remettra le reçu à la convention pour le paiement des membres endossera les dits mandats à cet effet.

Sans pousser plus loin la discussion, la convention a ajourné à jeudi, 10 heures du matin.

APPEL DES FENIANS AU PEUPLE ANGLAIS.

Publié dans le *Times*:

"Les fénians américains ont adressé au peuple anglais un Manifeste des plus emphatiques pour faire appel à sa sympathie et à son concours dans l'accomplissement de l'œuvre qui lui est entreprise. Cette œuvre, disent-ils, c'est l'établissement d'une république, et ils prétendent que les Anglais n'ont pas moins de raisons que les Irlandais de souhaiter ce nouveau régime, et qu'en réalité dans la fond de leur âme ils le désirent tout autant. Les plus connus des autres partagent la même opinion, également que sous la même oppression et soupirent également après leur délivrance.

"Ce Manifeste est adressé par le président et le sénat de l'association fraternelle des fénians d'Amérique au peuple anglais, ami de la liberté, et est signé des représentants des cercles fénians de tout l'état de l'Union.

"Voici comment se termine cette Adresse:

"Peut-être, il n'a pas des nations comme des individus dans la Providence, dès qu'il lui plait, puissant l'injustice et l'iniquité, et les maîtres qui ont semblé l'innocente race irlandaise ne peuvent manquer de retomber tôt ou tard sur ses propres têtes.

"Mais avec vous, dont la sympathie nous a si hautement encouragés dans notre lutte pour la liberté, nous n'avons point de querelle; nous faisons et vous pour que vous reposiez, et nous espérons réussir nous-mêmes à reconquérir les droits dont la possession est nécessaire à la gloire et au bonheur durable de tous les peuples.

"Dans tous les efforts que nous pourrons faire pour accomplir l'émancipation de notre pays natal et le délivrer de l'oppression sous laquelle il gémit, nous vous prions de croire que nous ne sommes animés d'aucun sentiment d'hostilité contre vous.

"Le bon gouvernement qui excite et dégrade tant de millions de vos concitoyens nous a forcée, pour défendre l'existence même de notre race, de reconnir à la dernière ressource qui reste à un homme libre: la force; mais notre but sera au moins digne de la cause de la liberté humaine, et ne sera souillé d'aucun acte dont un homme libre aurait à rougir. Encore une fois, au nom des nationalités irlandais de l'Amérique que nous représentons, nous remercions des sentiments généreux que vous avez manifestés en notre faveur, et nous sommes bien qu'innocents, ainsi que nous savions qu'ils l'étaient, ont été sacrifiés à l'impitoyable politique qui, en ce siècle éclairé, perpétue encore la barbarie et la tyrannie du féodal, et veut nous gouverner par la force et la terreur, lorsque le consentement volontaire des gouvernés devrait être le seul titre à la soumission."

Galveston, 29.—Le gouverneur Pease a répondu au général Hancock. Il nie toutes les positions prises par le général, et affirme que plus de 100 homicides ont été commis dans le Texas pendant les derniers douze mois, et ni, dit-il, le général Hancock connaissait mieux l'Etat, ses conclusions seraient différentes.

☞ Ne manquez pas d'assister à la gr